



**Conférence
des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr.
GÉNÉRALE

TD/B/COM.1/EM.34/3
21 novembre 2007

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT

Commission du commerce des biens et services,
et des produits de base

Réunion d'experts sur la participation des pays
en développement aux secteurs nouveaux et dynamiques
du commerce mondial: la dimension Sud-Sud

Genève, 16 et 17 octobre 2007

**RAPPORT DE LA RÉUNION D'EXPERTS SUR LA PARTICIPATION DES PAYS
EN DÉVELOPPEMENT AUX SECTEURS NOUVEAUX ET DYNAMIQUES
DU COMMERCE MONDIAL: LA DIMENSION SUD-SUD**

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
I. RÉSUMÉ DU PRÉSIDENT	2
II. QUESTIONS D'ORGANISATION	9
<u>Annexe</u>	
Participation.....	10

I. RÉSUMÉ DU PRÉSIDENT

A. Introduction

1. La CNUCED est chargée, en vertu du Consensus de São Paulo, de procéder à des examens sectoriels des secteurs dynamiques du commerce mondial (Consensus de São Paulo, par. 95). À sa onzième session (mars 2007), la Commission du commerce des biens et services, et des produits de base a décidé d'organiser une réunion d'experts sur le thème «La participation des pays en développement aux secteurs nouveaux et dynamiques du commerce mondial: la dimension Sud-Sud». Elle a demandé aux experts de centrer leur réflexion sur les tendances et les structures existantes ou émergentes de la production et du commerce des produits nouveaux et dynamiques dans les pays en développement, notamment entre les régions, à l'intérieur des régions et à l'échelle bilatérale, ainsi que sur les nouvelles possibilités et difficultés liées à des facteurs micro et macroéconomiques tels que les déterminants des exportations, les infrastructures d'appui au commerce et les réseaux d'information, et de définir à partir de ces éléments les orientations à donner aux travaux de la CNUCED dans ce domaine. Les secteurs nouveaux et dynamiques ont été répartis en trois grandes catégories: a) ceux qui ont toujours enregistré une forte croissance et une part accrue du commerce mondial; b) ceux qui existent déjà mais dans lesquels les pays en développement exportent depuis peu; et c) les secteurs entièrement nouveaux dans lesquels les pays en développement pourraient avoir un avantage comparatif.
2. En 2005-2006, trois réunions d'experts ont été organisées pour étudier sept secteurs nouveaux et dynamiques du commerce mondial, à savoir: a) les textiles et les vêtements; b) les produits liés aux sources d'énergie renouvelables; c) les services fondés sur les technologies de l'information; d) l'électronique; e) la pêche; f) l'acier et les produits en acier; et g) l'énergie. Ces réunions ont permis de réaliser des analyses approfondies et de formuler des recommandations de politique générale, qui ont aidé les pays en développement et leurs partenaires commerciaux à mieux comprendre les ouvertures et les obstacles liés à la capacité d'offre, à la compétitivité et à d'autres facteurs indispensables à une participation active des pays en développement aux secteurs nouveaux et dynamiques du commerce mondial.
3. Les examens sectoriels effectués lors de ces réunions ont montré qu'une analyse globale des secteurs nouveaux et dynamiques du commerce avait ses limites. Il fallait également procéder à une analyse qui tienne compte de la situation particulière de chaque pays en développement, la capacité de production et le degré de diversification des exportations variant de l'un à l'autre. Il a notamment été suggéré d'accorder une attention particulière aux petits pays dont l'économie est vulnérable, notamment parmi les pays les moins avancés (PMA), et aux difficultés que ceux-ci ont à améliorer et à diversifier leurs capacités d'offre pour se lancer dans les secteurs nouveaux et dynamiques.

B. Objectifs de la réunion

4. Les considérations susmentionnées ont été prises en compte lors de la quatrième réunion d'experts consacrée au commerce Sud-Sud dans les secteurs nouveaux et dynamiques qui s'est tenue à Genève les 16 et 17 octobre 2007.

5. La réunion avait pour objectifs principaux:

a) D'analyser les réalités en évolution rapide de la nouvelle géographie des échanges, en examinant les secteurs nouveaux et dynamiques du commerce dans les pays en développement, en particulier dans les PMA et les pays africains, ainsi que leurs effets sur les politiques mises en œuvre par ces pays pour s'industrialiser et participer de manière avantageuse au commerce mondial;

b) De partager des données d'expérience et des vues concernant les orientations actuelles et futures des politiques et des recherches menées dans le domaine des secteurs nouveaux et dynamiques, et de créer des réseaux de recherche solides;

c) De faire des contributions de fond aux préparatifs de la douzième session de la Conférence sous le thème subsidiaire «Aspects fondamentaux du commerce et du développement et nouvelles réalités de la géographie de l'économie mondiale» ainsi que dans le cadre de la table ronde thématique interactive consacrée à «l'émergence d'un nouveau Sud et d'un nouveau commerce Sud-Sud, vecteur d'intégration régionale et interrégionale pour le développement», qui doit avoir lieu pendant la Conférence, le 23 avril 2008.

C. Structure de la réunion

6. M. Clodoaldo Hugueney, Ambassadeur du Brésil, a été élu Président de la réunion et M. Fredrik Arthur, Conseiller à la Mission permanente de la Norvège à Genève, Vice-Président et Rapporteur.

7. Des fonctionnaires de pays développés, de pays en développement et de pays en transition, ainsi que des représentants du secteur privé, du milieu universitaire et d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales ont participé à la réunion.

8. La réunion était structurée en deux séances informelles, la première consacrée aux objectifs des responsables politiques et la seconde à ceux des chercheurs.

9. À la première séance, M. Faisal Ismail, Ministre, Chef de la délégation de la Mission permanente de l'Afrique du Sud auprès de l'OMC; T. S. Vishwanath, responsable de la politique commerciale internationale au sein de la Confédération des industries indiennes; M. Hussein Salum Kamote, Directeur de la Division de l'analyse et de la recherche de la Confédération des industries tanzaniennes; M^{me} Angélica Bayo, Directrice d'Empretec (Uruguay); M^{me} Miho Shirotori, économiste du Service de l'analyse du commerce de la Division du commerce international des biens et services, et des produits de base de la CNUCED et M. Mohammad Razzaque, économiste à la Section du commerce international et de la coopération régionale du secrétariat du Commonwealth, ont fait des exposés.

10. À la seconde séance, M. Jaime de Melo, professeur au Département d'économie politique de l'Université de Genève; M. Bailey Klinger, du Centre du développement international de la Kennedy School of Government, Université de Harvard; M. Olivier Cadot, professeur de hautes études commerciales à l'Université de Lausanne; M. Mathias Thoenig, professeur au Département d'économie politique de l'Université de Genève; M. Sudip Ranjan Basu, économiste du Service de l'analyse du commerce de la Division du commerce international des

biens et services, et des produits de base de la CNUCED; M. Robert C. Shelburne, économiste principal du Bureau du Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe de l'ONU; et M. Mustapha Sadni-Jallab, économiste à la Division du commerce, des finances et du développement économique de la Commission économique pour l'Afrique de l'ONU, ont fait des exposés.

11. Les experts désignés par les États membres ont présenté les perspectives et les expériences de leur pays concernant les débouchés et les obstacles liés à l'exportation de biens et de services nouveaux et dynamiques vers le Sud.

12. La réunion a été jugée «excellente» ou «très satisfaisante» par 89 % des participants.

D. Résultats de la réunion

1. Résumé des débats de la première séance, consacrée aux objectifs des responsables politiques

13. Les questions traitées lors de cette séance comprenaient notamment: a) la mesure réelle dans laquelle les pays en développement tirent parti des débouchés commerciaux croissants qu'offrent les marchés émergents du Sud; b) les facteurs de nature à favoriser la diversification des exportations des pays en développement dans des secteurs nouveaux et dynamiques de leur choix; c) les implications des nouveaux débouchés commerciaux ainsi que les défis qu'ils représentent pour les stratégies nationales et internationales de développement; et d) les liens potentiels entre l'amélioration des possibilités commerciales et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

14. Les experts nationaux et les autres participants s'accordaient à dire que les perspectives de croissance dynamique et durable de la demande d'une grande variété de biens et de services dans le commerce Sud-Sud étaient propices au maintien des recettes issues des exportations de produits de base, au renforcement de la capacité de production des secteurs manufacturiers et à l'amélioration de l'avantage concurrentiel en vue de l'entrée de certaines exportations sur le marché mondial. Les différences de degré de diversification entre les pays donnent à penser que la complémentarité commerciale entre les pays en développement continue d'augmenter, aussi bien entre les branches de production qu'au sein de chacune d'elles.

15. Certains pays en développement ont déjà commencé à exploiter les nouveaux débouchés. Les accords commerciaux régionaux (ACR) entre pays en développement, en particulier entre des pays qui ont une expérience plus large et plus approfondie de la coopération économique (par exemple les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est) ont contribué à améliorer aussi bien le volume que la qualité des échanges et des flux d'investissement. En outre, le nombre des accords commerciaux bilatéraux entre pays en développement augmente, signe qu'ils veulent tisser entre eux des liens économiques étroits. L'établissement de liens économiques régionaux ou bilatéraux plus étroits crée en retour un environnement favorable à la création de mécanismes internationaux ou régionaux de répartition de la production, ce qui contribue à renforcer le commerce Sud-Sud. Plusieurs participants ont néanmoins soulevé la question de savoir si un accord commercial régional entre deux pays en développement aux situations économiques différentes – c'est-à-dire entre deux pays dont l'un est plus avancé que l'autre – ne risquait pas d'entraîner une baisse du niveau de vie dans le moins avancé des deux.

16. Le rôle du secteur privé dans l'établissement de nouvelles relations commerciales Sud-Sud a été jugé crucial. L'Inde, dont les exportations ont délaissé le Nord pour se réorienter vers le Sud au cours des dix dernières années, en est un parfait exemple. Dans ce pays, le secteur privé avait commencé à investir dans d'autres pays en développement, notamment en Amérique latine et en Afrique, dans le but d'exploiter le potentiel que ceux-ci offraient en termes de commerce de biens et de services tels que les services fondés sur les technologies de l'information et de la communication.

17. Pourtant, de nombreux pays en développement ne parvenaient pas à tirer parti des nouveaux débouchés commerciaux en raison de divers obstacles matériels et dus aux politiques mises en œuvre. Dans les petits pays par exemple, les liens entre la production, l'investissement, le commerce et les marchés traditionnels – États-Unis et Union européenne – limitaient quasiment toutes les activités économiques au point qu'il était trop coûteux ou trop risqué pour ces pays de prendre pied sur les nouveaux marchés du Sud. L'accès aux marchés et les conditions d'entrée étaient également un obstacle majeur, plus de 70 % des droits de douane appliqués aux pays en développement étant imposés par d'autres pays en développement. Les autres obstacles comprenaient notamment l'insuffisance des moyens logistiques nécessaires au commerce tels que l'infrastructure des transports, le savoir-faire commercial et l'information commerciale; l'inefficacité des mesures de facilitation du commerce et la lourdeur des procédures douanières. Concernant l'identification des secteurs nouveaux et dynamiques et la diversification dans ces secteurs, il a été noté que, dans de nombreux pays, il n'y avait pas de coordination efficace entre les stratégies respectives du Gouvernement et du secteur privé pour mettre en place des cadres réglementaires propices à la création de l'environnement économique nécessaire à une diversification durable des exportations.

2. Résumé des débats de la seconde séance, consacrée aux objectifs des chercheurs

18. Cette séance a été consacrée aux questions suivantes: a) les grandes découvertes issues des recherches récentes sur les secteurs nouveaux et dynamiques du commerce et la dynamique du commerce Sud-Sud, ainsi que leurs implications du point de vue de l'élaboration des politiques des pays en développement; b) le futur programme de recherche; et c) un projet de structure pour un cadre fonctionnel propice à l'établissement d'une interaction entre les chercheurs et les responsables politiques. D'éminents économistes ont présenté leurs derniers travaux de recherche et des responsables politiques ont fait des propositions sur la manière de tirer parti des résultats des nouvelles recherches en fonction de la situation particulière de leur pays.

19. Les exposés et les débats ont principalement porté, entre autres questions, sur les obstacles au commerce Sud-Sud et leurs incidences possibles sur les secteurs nouveaux et dynamiques; sur les différents stades de diversification des exportations des pays en développement; sur le concept de «cartographie des produits» et ses implications pour les futures stratégies de diversification; sur le rôle potentiel des exportations de produits culturels dans la promotion de nouvelles relations commerciales entre les pays; et sur la contribution des pays en développement émergents au renforcement de la capacité d'offre d'autres pays du Sud. La réunion a également permis à des responsables politiques de présenter d'autres variables «politiques» susceptibles d'influer sur les décisions en matière de diversification des

exportations dans des secteurs nouveaux et dynamiques. Tous les exposés sur les travaux de recherche peuvent être consultés sur le site Web de la CNUCED¹.

20. Concernant les obstacles potentiels au commerce Sud-Sud, il a été relevé que les accords commerciaux préférentiels pouvaient être un moyen de stimuler le dynamisme des échanges Sud-Sud, mais que l'expérience de ce type d'accords dans le contexte Nord-Sud suggérait que les obstacles non tarifaires, notamment les prescriptions spéciales telles que les règles d'origine, risquaient d'avoir des effets déterminants sur l'accès aux marchés réel, même lorsque les droits de douane étaient très faibles. Il était par conséquent essentiel que les accords commerciaux Sud-Sud existants et futurs réduisent au minimum les conditions d'accès reposant sur des éléments non tarifaires.

21. L'analyse des stades de diversification – c'est-à-dire des tendances de la diversification des exportations en fonction du niveau du revenu national (produit intérieur brut par habitant calculé en parité de pouvoir d'achat) – semblait indiquer que les pays à revenu faible (moins de 14 000 dollars) avaient tendance à se diversifier dans des «nouveaux» secteurs d'exportation, c'est-à-dire à exporter un grand nombre de produits en petites quantités. En revanche, les pays à revenu intermédiaire restaient fidèles aux secteurs d'exportation traditionnels (souvent liés aux ressources naturelles) et se diversifiaient en jouant sur l'évolution de leur avantage comparatif. Les responsables politiques estimaient que ces conclusions pouvaient servir à définir des priorités aux fins des stratégies de promotion de la diversification des exportations; les pays à faible revenu avaient par exemple intérêt à opter pour une stratégie qui réduise le coût (les risques) lié à la pénétration de nouveaux secteurs.

22. Le concept de «cartographie des produits» reflétait la transformation structurelle d'un pays en proposant une matrice des secteurs d'exportation qui en indiquait les relations de «proximité». L'interprétation de cette cartographie était liée aux considérations suivantes: les choix antérieurs en matière de diversification pouvaient déterminer l'orientation future de la diversification; la diversification ne s'opérait pas nécessairement au sein d'une chaîne de production d'un secteur donné (par exemple de l'extraction du pétrole à la fabrication de matières plastiques); et la configuration globale de l'ensemble des exportations d'un pays pouvait déterminer la rapidité de l'évolution des exportations vers des produits à plus grande valeur ajoutée. Les participants ont jugé ces observations très novatrices et se sont intéressés à la possibilité de transposer cette analyse dans le contexte Sud-Sud.

23. Des recherches entièrement nouvelles sur le rôle du commerce des produits culturels (tels que les livres, les supports enregistrés et les produits audiovisuels) semblaient indiquer qu'il pouvait y avoir une interaction entre le commerce international et les différences culturelles entre les pays. Il y était question de l'effet «cheval de Troie» des exportations de produits culturels, à savoir que le commerce de ces produits avait des retombées positives sur tous les types d'échanges entre deux pays du fait de la réduction des différences culturelles et du rapprochement des préférences des consommateurs en matière de biens (et de services) qu'il entraînait. Les recherches montraient qu'une augmentation de 10 % du commerce des produits culturels pouvait entraîner une augmentation de 3,2 % du commerce des autres produits. Certains participants ont fait valoir que, même si les fournisseurs de produits culturels étaient

¹ <http://www-dev.unctad.org/Templates/Page.asp?intItemID=4375&lang=2>.

actuellement concentrés dans un petit nombre de pays (notamment les États-Unis, quelques autres pays développés, la Chine et l'Inde), le rôle potentiel des produits culturels dans la stimulation du commerce pouvait être davantage exploité dans un contexte Sud-Sud.

24. Enfin, d'autres recherches avaient montré que les sept pays émergents – Afrique du Sud, Brésil, Chine, Fédération de Russie, Inde, Mexique et République de Corée – pouvaient donner une forte impulsion au commerce Sud-Sud. Elles indiquaient notamment que la croissance dynamique de la demande d'une vaste gamme de biens et de services pouvait accélérer le renforcement des capacités de production d'autres pays en développement faisant du commerce avec ces pays.

25. Les participants ont également soulevé la question générale de la dimension politique de la diversification dans les pays en développement. En effet, dans ces pays, les considérations politiques, plus que les considérations purement économiques, étaient souvent ce qui primait lorsqu'il s'agissait d'identifier de nouveaux secteurs dans lesquels se diversifier. Le choix de ces secteurs résultait souvent d'une décision politique fondée sur des facteurs tels que le nombre d'emplois qui pourraient être créés ou l'influence qu'un groupe de pression industriel pouvait exercer. La décision pouvait être fondée sur une approche autocentrée, axée essentiellement sur les atouts naturels d'un pays en termes d'avantage comparatif et de compétences locales et très peu sur la dynamique de la demande régionale ou mondiale.

3. Recommandations

26. En vue de permettre à tous les pays en développement de tirer pleinement parti du commerce Sud-Sud pour se diversifier dans des secteurs nouveaux et dynamiques, les participants ont formulé les recommandations suivantes:

a) **Renforcer l'intégration régionale en veillant à ce qu'elle soit viable pour les pays en développement les plus pauvres.** L'intégration régionale contribuerait indubitablement à accroître l'expansion du commerce Sud-Sud et à encourager la diversification des exportations des pays du Sud grâce à l'élimination des obstacles tarifaires et non tarifaires et à l'amélioration du contexte de l'investissement. Il était néanmoins préoccupant que les accords commerciaux régionaux Sud-Sud continuent de profiter surtout aux pays les plus développés tout en entraînant une baisse du niveau de vie dans les pays les plus pauvres. Il faudrait par conséquent trouver le moyen de garantir que les retombées des accords commerciaux régionaux Sud-Sud en termes de capital, de connaissances et de technologie profitent à tous les parties à ces accords.

b) **Améliorer l'accès aux marchés et les conditions d'entrée entre pays du Sud.** Les coûts fixes à l'exportation pouvaient être un obstacle au commerce malgré des conditions d'accès aux marchés favorables. La coopération commerciale Sud-Sud devrait viser à réduire ces coûts, par exemple en facilitant les échanges. La croissance récente du commerce Sud-Sud semblait indiquer que les pays en développement avaient déjoué les obstacles tarifaires élevés mais pourrait également être le signe que la coordination des efforts menés pour réduire les obstacles au commerce, notamment par le biais du Système global de préférences commerciales, contribuerait à renforcer le commerce Sud-Sud.

c) **Améliorer la circulation des informations commerciales entre les pays du Sud.**

Les participants, en particulier les experts des pays en développement, ont indiqué qu'ils avaient besoin d'obtenir davantage d'informations, en temps réel, au sujet des marchés des autres pays en développement. Il faudrait développer des réseaux d'exportateurs qui diffuseraient des informations concernant les conditions d'accès aux marchés. Toute relation commerciale nécessitait par nature le développement de réseaux dans le secteur privé. À cet égard, un participant a fait part des résultats positifs obtenus grâce à des foires commerciales organisées par l'État qui permettaient aux secteurs commerciaux d'établir de nouveaux contacts sur de nouveaux marchés.

d) **Continuer de mettre à profit les nouvelles théories économiques relatives à la pénétration de secteurs nouveaux et dynamiques (principe de la diversification) tout en tenant compte des particularités de chaque pays.**

La réunion a confirmé qu'il y avait beaucoup à gagner à mettre en pratique les théories économiques dans ce domaine. Parallèlement, les vues exprimées par les experts des pays en développement ont confirmé que les difficultés et les possibilités en matière de diversification des exportations pouvaient considérablement varier d'un pays à un autre. Une approche unique était donc à exclure. En outre, les experts nationaux ont fait valoir qu'une analyse plus poussée des secteurs de services serait utile dans la mesure où presque tous les pays en développement comptaient axer la prochaine étape de leur diversification sectorielle sur ces secteurs (par exemple, le tourisme, les services fondés sur les technologies de l'information et les services de santé).

e) **Favoriser une interaction durable entre les responsables politiques et les chercheurs.** La réunion a fait ressortir le fait que la création d'un lieu d'échanges où les chercheurs et les responsables politiques pourraient confronter leurs points de vue serait hautement profitable aux uns comme aux autres. Les participants sont convenus de créer un réseau interactif qui instaurerait un véritable partenariat entre les chercheurs et les responsables politiques.

27. Le futur programme de recherches proposé à la réunion portait sur les points suivants:

- a) Étude, par pays et par secteur, des facteurs affectant la pénétration de secteurs nouveaux et dynamiques;
- b) Effets potentiels de l'amélioration de l'accès aux marchés sur le commerce Sud-Sud;
- c) Stimulation réciproque du commerce Sud-Sud et des flux d'investissement Sud-Sud;
- d) Interaction possible entre la capacité de production de biens et l'expansion des secteurs de services dans les pays en développement;
- e) Facteurs influant sur l'amélioration du processus de production et possibilité que le commerce Sud-Sud soit utilisé comme «terrain d'essai» pour les nouvelles exportations des pays en développement;
- f) Moyens de garantir que les accords commerciaux régionaux Sud-Sud favorisent le développement et permettent aux pays les plus pauvres parties à ces accords d'en récolter les bénéfices; et
- g) Aspects positifs et négatifs de la participation à un système de répartition de la production – notamment le point de savoir si la réussite des pays asiatiques peut être reproduite ailleurs.

28. Les participants ont souligné que la réunion avait apporté une contribution utile aux travaux préparatoires de la douzième session de la Conférence et ont proposé que les recommandations qui en étaient issues soient incorporées à ces travaux, notamment sous le thème subsidiaire «Aspects fondamentaux du commerce et du développement et nouvelles réalités de la géographie de l'économie mondiale», ainsi que dans le contexte de la table ronde thématique interactive consacrée à «l'émergence d'un nouveau Sud et d'un nouveau commerce Sud-Sud, vecteur d'intégration régionale et interrégionale pour le développement», qui se tiendrait le 23 avril 2008.

II. QUESTIONS D'ORGANISATION

A. Convocation de la réunion d'experts

29. La Réunion d'experts sur «la participation des pays en développement aux secteurs nouveaux et dynamiques du commerce mondial: la dimension Sud-Sud» s'est tenue au Palais des Nations, à Genève, les 16 et 17 octobre 2007.

B. Élection du bureau (point 1 de l'ordre du jour)

30. À sa séance d'ouverture, la Réunion d'experts a élu le bureau ci-après:

Président: M. Clodoaldo Hugueneu (Brésil)

Vice-Président et Rapporteur: M. Fredrik Arthur (Norvège)

C. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux (point 2 de l'ordre du jour)

31. À la même séance, la Réunion d'experts a adopté l'ordre du jour provisoire distribué sous la cote TD/B/COM.1/EM.34/1; l'ordre du jour se lisait donc comme suit:

1. Élection du bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
3. Secteurs nouveaux et dynamiques du commerce mondial: la dimension Sud-Sud.
4. Adoption du rapport de la réunion.

D. Document

32. Pour l'examen de la question de fond de son ordre du jour, la Réunion d'experts était saisie d'une note d'information du secrétariat de la CNUCED intitulée «Secteurs nouveaux et dynamiques du commerce mondial: la dimension Sud-Sud» (TD/B/COM.1/EM.34/2).

E. Adoption du rapport de la Réunion (point 4 de l'ordre du jour)

33. À sa séance de clôture, la Réunion d'experts a autorisé le Rapporteur à établir, sous l'autorité du Président, le rapport final de la Réunion.

Annexe

Participation *

1. Des représentants des États membres du Conseil du commerce et du développement ci-après ont participé à la réunion:

Arabie saoudite	Malawi
Bélarus	Mali
Bosnie-Herzégovine	Maroc
Brésil	Maurice
Cambodge	Mauritanie
Cameroun	Mexique
Chine	Mozambique
Côte d'Ivoire	Myanmar
El Salvador	Népal
Éthiopie	Nicaragua
Fédération de Russie	Norvège
Honduras	Pakistan
Iran (République islamique d')	République-Unie de Tanzanie
Italie	Rwanda
Jamaïque	Sierra Leone
Jordanie	Suisse
Kazakhstan	Turquie
Kenya	Viet Nam
Kirghizistan	

2. Les organisations intergouvernementales ci-après étaient représentées à la réunion:

Centre Sud
Commission européenne
Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
Secrétariat du Commonwealth

3. Les institutions des Nations Unies ci-après étaient représentées à la réunion:

Centre du commerce international
Commission économique pour l'Afrique
Commission économique pour l'Europe

* La liste des participants est publiée sous la cote TD/B/COM.1/EM.34/INF.1.

4. Les institutions spécialisées et organisations affiliées ci-après étaient représentées à la réunion:

Banque mondiale
Fonds monétaire international
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

5. Les organisations non gouvernementales ci-après étaient représentées à la réunion:

Catégorie générale

Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales

Catégorie spéciale

Conseil international des infirmières
